

pos de la Hollande, entre la France et la Prusse.

Cette manière d'interpréter le voyage de M. Benedetti est singulièrement fortifiée par ce fait qu'elle est démentie par deux journaux officiels. La *Patrie* et l'*Etendard*, prétendant aujourd'hui que le voyage de M. Benedetti n'a aucun caractère politique.

C'est le cas de se rappeler que deux négations valent une affirmation.

Le *Pays* s'exprime ainsi relativement au projet de réforme électorale du ministère belge :

« Le cabinet belge vient d'essayer, au Sénat, un échec qui le déterminera vraisemblablement à se retirer, si du moins le régime parlementaire est une vérité chez nos voisins, comme ils s'en flattent. »

« La question avait une extrême gravité, comme toutes les questions électorales, en Belgique, plus encore qu'ailleurs. Un certain article de la loi nouvelle avait pour résultat manifeste, et sans doute calculé, de rendre aux électeurs des campagnes le scrutin inaccessible, en les obligeant à des déplacements pénibles et coûteux. En cas de ballottage, les mesures étaient si ingénieusement combinées que les électeurs ruraux, soucieux d'exercer leurs droits civiques, étaient contraints de coucher hors de chez eux. »

Cette sorte de conspiration ourdie par le ministère contre la liberté et la facilité du suffrage avait pour but de frapper indirectement d'ostracisme les classes rurales, que messieurs les libéraux belges craignent et haïssent à cause des sentiments religieux dont elles sont animées.

Leur petit machiavélisme leur a valu un soufflet vigoureusement appliqué par le Sénat : quarante-neuf voix contre neuf se sont prononcées contre cet article V qui portait le ministère et sa fortune.

Il y avait encore dans l'article V une combinaison curieuse à faire connaître. C'est celle-ci :

« Derrière la table ou siège le bureau sera dressée, jusqu'à la fermeture du scrutin, une cloison de deux mètres dix centimètres de hauteur formant un couloir par lequel chaque électeur appelé, sauf les membres du bureau et les inspecteurs, passera isolément pour aller remettre son bulletin. »

Cette cloison aura une longueur de quatre mètres au moins et en tous cas suffisante pour soustraire momentanément l'électeur à tous les regards.

En face du bureau, il sera établi une balustrade qui n'en interceptera aucunement la vue et qui sera ouverte aux deux extrémités pour l'entrée et la sortie des électeurs. Le président veillera à ce que ces passages soient toujours libres pendant l'appel nominal et que personne n'y exerce de surveillance sur l'électeur. »

Que dites-vous de ce couloir destiné à escamoter l'électeur, à un moment donné ? J. REBOUX.

## DÉPÊCHES TÉLÉGRAPHIQUES

L'Agence Havas nous transmet les dépêches télégraphiques suivantes :

ÉTATS-UNIS.

New-York, 12 mars, midi.

La proposition de M. Sumner, tendant à obtenir de nouvelles garanties pour la reconstruction du Sud, a été rejetée.

New-York, 12 mars.

Le parti républicain l'a emporté dans les élections du New-Hampshire. Le gouverneur Harriman et trois autres républicains ont été élus membres du Congrès.

HONGRIE.

Pesth, 12 mars.

L'Empereur d'Autriche est arrivé ici. Il a été reçu à la gare par les ministres

hongrois, les membres de la Diète. Sa Majesté a reçu de la population un accueil enthousiaste.

PRUSSE.

Berlin, 12 mars.

Parlement du Nord : MM. Mallinkrodt (catholique prussien) et Schleiden (villes hanséatiques) attaquent vivement la politique prussienne. Ils soutiennent que la Prusse a provoqué la guerre. Ils disent que le droit de conquête ne constitue nullement une base morale et que la guerre a ébranlé la royauté de la grâce divine.

MM. de Bismark et de Savigny repoussent énergiquement ces critiques. M. de Bismark dit que la désorganisation de l'Allemagne date de la domination des ultramontains.

Les députés saxons Wigard et Henbuer combattent le projet de constitution comme ne présentant pas les garanties constitutionnelles.

MM. Zehmen et Gebert (Saxons) parlent en faveur d'une entente.

IRLANDE.

Dublin, 12 mars.

Des arrestations importantes ont été opérées à Dublin.

La police de Belfast a découvert des armes et des munitions enfouies dans la terre.

PRINCIPAUTÉS DANUBIENNES.

Bucharest, 12 mars.

Le cabinet formé par M. Gofesco, a été repoussé par le prince.

ITALIE.

Florence, 12 mars.

Le prince de Carignan est arrivé ici, venant de Naples. — L'Italie annonce que le Roi et la Reine de Portugal sont attendus à Florence le mois prochain. Leurs Majestés iront d'abord à Paris visiter l'Exposition. — On lit dans le même journal : Rien ne nous autorise à croire au bruit d'un projet de mariage entre la princesse Marguerite (fille de la duchesse de Gènes) et le prince Charles de Roumanie.

DANEMARK.

Copenhague, 12 mars.

Demain, il sera présenté au Landsting un projet de loi tendant à conférer la régence au prince royal pendant l'absence du roi, qui se rend à Londres.

MEXIQUE.

New-York, 12 mars.

(par le câble-atlantique.)

Les journaux de New-York annoncent d'après un bruit venu par la voie de Californie, que les Juaristes auraient occupé Mexico, le 7 février.

Les avis de la Vera-Cruz, qui vont jusqu'au 28 février, ne font aucune mention de cette nouvelle, qui est considérée comme peu authentique.

Le paquebot transatlantique, la *Ville de Paris*, est arrivé.

## CORRESPONDANCE PARTICULIÈRE

du Journal de Roubaix.

Paris, 12 mars.

Tous nos journaux répètent que la Turquie va donner pleine et entière satisfaction aux réclamations de la Russie, de l'Angleterre et de la France et qu'elle va appliquer loyalement le *Hatte-Houmayoun*. Voilà qui est très-bien, et nous ne voulons pas douter de la bonne foi du Sultan et de ses ministres ; mais le gouvernement turc nous paraît atteint d'un mal dont on ne guérit pas ; il se meurt de consommation : C'est une maladie de langueur. Quelque éloigné ou rapproché que soit le temps où il faudra que la question d'Orient soit résolue, nous ne pouvons être qu'indirectement intéressés dans la solution, tandis que d'autres événements se préparent tout près de nous qui sollicitent toute notre attention.

M. Benedetti arrivé à Paris avec sa

femme, a été reçu aujourd'hui par l'Empereur et a eu une conférence avec M. de Moustier. Avant d'expliquer le voyage de notre ambassadeur, on annonce qu'il sera de retour à son poste pour le 25, jour de la fête du roi Guillaume. Des bruits bien différents circulent et l'on est loin de s'accorder sur le caractère des rapports entre les deux cabinets de Paris et de Berlin.

Officiellement et ostensiblement ces rapports sont excellents ; mais la diplomatie ne serait pas une science si elle ne parvenait pas à dissimuler parfois ses projets jusqu'à leur complète maturité. La question peut donc se poser ainsi : ou bien la Prusse comprend qu'elle doit se prêter à une combinaison qui donnerait à la France des compensations suffisantes pour la satisfaire, ou bien elle veut poursuivre son développement et absorber toute l'Allemagne sans faire à ses voisins la moindre concession : en d'autres termes : Sommes nous les amis ou devons nous devenir les ennemis de la Prusse ? La question vaut la peine d'être étudiée, et l'on assure que M. Rouher donnera à ce sujet les plus complets renseignements.

La France déclare d'ailleurs de tout fondement les bruits d'après lesquels le gouvernement français serait en pourparlers avec les Pays-Bas pour la cession du Luxembourg. Il faut croire que la France est bien renseignée : dans ce cas c'est à tort qu'on avait espéré dans un certain monde que M. Rouher répondrait aux interpellations de M. Thiers par la nouvelle d'un accroissement territorial.

L'explication la plus simple du voyage de M. Benedetti à Paris serait celle-ci : Notre ambassadeur qui a été mieux que personne à même de juger les événements d'Allemagne serait venu pour fournir de vive voix à M. Rouher les éclaircissements les plus détaillés, en vue de la prochaine discussion du Corps législatif.

M. de Persigny vient de prononcer au Sénat un discours qui n'est que le développement nouveau de ses opinions bien connues et qui lui ont valu depuis longtemps la qualification de docteur de l'Empire. Il rencontrera naturellement les mêmes critiques et les mêmes adhésions.

Ce sont toujours les plus petits qui font le plus de tapage. Le *Pays* sonne de la trompette et jette dans l'air les plus grands mots de son répertoire pour tâcher d'attirer sur lui l'attention : il n'y réussit guère. M. Paul Granier de Cassagnac qui est entré à ce journal en même temps que son père a importé dans cette feuille grave les habitudes du petit journalisme ; il laquaine ses adversaires, croyant que des paroles désobligeantes peuvent tenir lieu de bons arguments ; voici par exemple comment il parle de M. de Girardin : « Cette personnalité pédante, turbulente, bruyante, remuante, changeante, exigeante, agaçante, importuné et tracassière n'a inspiré de confiance et de sympathie à personne en aucun temps. »

Tout cela est bien plus facile à trouver qu'une bonne raison et est signé Paul de Cassagnac ce qui est beaucoup plus court et plus aristocratique que Paul Granier de Cassagnac. Il termine son éreintement en disant à propos des 30,000 exemplaires de la *Liberté* répandus jeudi dans Paris : « Voilà l'hôte de Compiègne, l'habitué du Palais-Royal qui court les faubourgs en gaudissant de la Révolution. »

La 1<sup>re</sup> représentation de *Don Carlos* n'a pas répondu aux espérances des partisans de Verdi, et l'on place déjà cette œuvre au-dessous des *Vêpres Siciliennes*. La salle était splendide. L'Empereur et l'Impératrice sont arrivés à neuf heures.

CH. CAHOT.

Paris, 13 mars.

On ignore si le Gouvernement répondra dès demain aux interpellations de M. Thiers ou s'il laissera quelque orateur, soit de la gauche comme M. Garnier-Pagès, soit de la droite comme MM. E. Ollivier et Gar-

nier de Cassagnac, étendre la discussion, développer les arguments pour et contre, afin d'intervenir seulement quand le débat sera épuisé par la Chambre qui se chargerait ainsi de la plus grande partie de la besogne.

Après les bruits qui ont couru depuis plusieurs jours relativement à une annexion du Luxembourg, on est plus que jamais désireux d'être renseigné par les organes officiels du Gouvernement sur les rapports de la Prusse et de la France. Encore aujourd'hui on dit qu'il y a eu réellement des pourparlers engagés à Berlin pour une cession du Luxembourg, mais qu'ils ont dû être presque immédiatement abandonnés. Si cela était vrai et nous voulons en douter, on pourrait supposer que les relations de la France et de la Prusse ne sont pas aussi amicales que le passé devrait le faire croire, et que la Prusse est bien déterminée à ne favoriser aucune extension du territoire français. Il faut bien le dire, on redoute plus tout conflit qui peut naître sur le Rhin que toutes les complications, de la question d'Orient.

Cette question d'Orient est véritablement la bouteille à l'encre : on n'entrevoit aucune solution pratique. On ne sait même si la France est avec l'Angleterre ou avec la Russie. On parle d'une conférence dont l'Angleterre proposerait la réunion. Nous devons penser que la Russie combattra cette proposition si la conférence a uniquement pour but d'appliquer les conséquences logiques du traité de 1856, puisque depuis dix ans la Russie poursuit la révision de ce traité. Avec les moyens de communication dont disposent aujourd'hui les cabinets européens, il est évident qu'une réunion de diplomates est parfaitement inutile, si ce n'est pour sanctionner solennellement des résolutions déjà arrêtées en commun.

Il y a de nombreuses protestations contre le projet de dotation Lamartine. Les 400,000 fr. qui lui seront donnés modifieront bien peu sa situation : ce sera seulement un à-compte offert à ses créanciers. Le lendemain il sera encore plus pauvre qu'avant puisque ses dettes seront toujours énormes, et son crédit sera considérablement diminué, puisqu'il n'aura plus rien à espérer. Si le poète a des créanciers, il a aussi des débiteurs et ceux-ci sont peu intéressants. Est-ce qu'on ne pourrait pas leur faire rendre gorge ? Nous connaissons tel gros personnage qui dépense 150,000 fr. par an et qui n'a jamais songé à rembourser à M. de Lamartine 2,000 fr. qu'il lui doit depuis quinze ans. Que d'autres sont dans le même cas.

On avait beaucoup exagéré l'état du Prince Impérial ; une note du *Moniteur* donne de meilleures nouvelles. Vous savez que le jeune prince entre samedi dans sa douzième année. C'est à cette occasion que va être montée sa maison militaire. Il y aura aussi, comme d'habitude, de nombreuses nominations dans la Légion d'Honneur. Enfin on annonce une amnistie générale pour tous les délits de presse. Cette amnistie inaugurerait heureusement le régime nouveau en ne laissant plus subsister de l'ancien que le souvenir et l'expérience.

Le ministère public doit, dit-on, interjeter appel à minima du jugement rendu contre M. de Girardin. Nous avons d'autant plus raison de douter de l'exactitude de ce renseignement que M. de Girardin a été condamné au maximum de l'amende et que d'après le projet de loi les peines corporelles seraient supprimées.

Le Sénat consulte étendant les pouvoirs du Sénat a été voté hier à l'unanimité : il y a eu seulement une discussion générale.

Il paraît que dans le monde officiel on attache une véritable importance à la résolution du roi Léopold II de ne pas aller assister au mariage de son frère qui sera célébré à Berlin.

La grève des ouvriers bronziens dure

toujours ; on croit qu'une transaction va y mettre un terme d'ici à quelques jours. Il y a eu une grève momentanée des ouvriers menuisiers occupés aux travaux du Palais de l'Exposition ; elle n'a pas duré. C'est fort heureux car les ouvriers des autres corps de métiers eussent pu suivre cet exemple. Les travaux ne sont pas assez avancés pour que l'on puisse perdre un jour.

Une baisse assez forte s'est manifestée à la Bourse, elle tient d'abord à des réalisations de bénéfices, ensuite aux inquiétudes que provoque la situation politique. L'argent est toujours très-abondant, mais plus défiant que jamais.

Le *Figaro* et le *Soleil* publient un communiqué déclarant qu'il est absolument faux que les travaux de l'Hôtel-Dieu soient abandonnés.

CH. CAHOT.

## (Autre correspondance)

Paris, 13 mars, 1867.

Pendant la séance d'aujourd'hui, M. Picard a déposé une demande d'interpellation au sujet du sénatus-consulte voté hier par le Sénat et qui, selon l'honorable député de la gauche, porte atteinte au suffrage universel. Cette demande a été renvoyée à l'examen des bureaux.

La discussion du projet de loi sur les douanes a occupé la fin de la séance.

Dans la salle des conférences et à la bibliothèque on s'occupait beaucoup de la séance de demain, consacrée, ainsi que les suivantes probablement, aux interpellations de M. Thiers.

Il se confirme qu'un projet de loi sera présenté aux Chambres dans le but de convertir en rente sur l'Etat à long terme les obligations de l'emprunt mexicain.

Plusieurs lettres d'Espagne annoncent que les élections parlementaires, qui ont eu lieu dimanche dans toute l'étendue du royaume, ont été favorables au parti conservateur. Il faut espérer que ce résultat inspirera au maréchal Narvaez des résolutions conciliantes qui sont dans l'intérêt du pays et dans celui de la monarchie.

M. Glais-Bizoin, auteur dramatique à ses moments perdus, va faire représenter aux Variétés une pièce sous ce titre prolixe et familier : *A blanchir la tête d'un nègre, on perd son savon et sa peine*.

Une lettre de Trieste donne les nouvelles suivantes sur l'état de la santé de l'impératrice Charlotte : « L'amélioration continuelle de la maladie fait espérer la guérison complète. Cependant les soins des médecins seront encore longtemps nécessaires. »

Dans le groupe, restreint désormais des Magyars en résidence à Paris, on se communique une lettre adressée par Kossuth à un de ses amis de Pesth. Dans cette lettre datée du 27 février, l'ancien dictateur hongrois déclare que le triomphe des lois de 1848 lui a toujours semblé certain, mais qu'il ne s'attendait pas à voir le gouvernement autrichien « si expéditif et si sage. »

Kossuth rappelle ensuite ses idées sur une « confédération danubienne » et fait ressortir la nécessité pour la Hongrie de porter haut le drapeau de la liberté. En terminant, l'illustre patriote annonce qu'il mourra loin du sol natal : « Tu sais, dit-il à son colonel D... que je ne puis, que je ne dois pas accepter une amnistie et après tout, en quoi pourrai-je encore être utile ? Les années amères de l'exil ont brisé ma force. »

Nous espérons que ce ne sera pas le dernier mot de Kossuth. Revoir sa patrie, la revoir libre et paisée, lorsqu'on l'a vu à sa subjugation et troublée, n'est-ce pas la retrouver deux fois ?

Pour extrait : J. REBOUX.

en imprécations de toutes sortes, en un accès de noble colère. Son poing frappait des coups vigoureux sur la table près de laquelle il était assis.

« Ton oncle épouser Emma ! s'écria-t-il, oh ! nous ne le souffrirons pas... Et quand je devrais... Voyons, continua-t-il que comptes-tu faire ? »

« Eh ! mon ami, est-ce que je le sais ? »

« Moi, j'ai une idée, reprit Amédée ; je vais aller trouver le notaire et lui dire carrément de renoncer à Mlle Journeux. »

« Mon cher Amédée, dit le clerc en branlant la tête, il te rira au nez et ce sera sa réponse. »

« Tu crois cela, toi ? Soit. Mais alors je le provoquerai, je le forcerai à se battre et... je le tuerais. »

« Ton amitié pour moi t'entraîne trop loin, Amédée ; toute démarche pouvant amener un scandale me répugne ; d'ailleurs mon oncle ne se batterait point. Tu croirais l'y contraindre en l'insultant, et lui te répondrait en t'envoyant en police correctionnelle. »

« Je crois que tu as raison ; mais tu ne vas cependant pas te croiser les bras et attendre, spectateur impuissant, que ton oncle épouse Emma. »

« Elle m'aime ; elle ne consentira pas. »

« Pauvre espoir que tu ne garderas pas longtemps ; M. Journeux est entêté comme une vieille mule ; s'il a mis dans sa tête que sa fille doit épouser le notaire, il l'y contraindra, sois-en sûr. Emma, n'ayant aucun secours à espérer pour soutenir sa résistance, puisque tu resteras, inactif, finira par se décourager. Pressée par son père qui emploiera, tantôt la menace, tantôt la prière, elle se sacrifiera.

Dans ce sacrifice, elle verra l'espoir d'une mort certaine, sa prochaine délivrance. »

« Oh ! tu me fais frissonner ? »

« Cette conclusion est inévitable, si tu ne te places entre Emma, son père et ton oncle ; tu dois tout attendre de toi et rien des autres, car, d'après ce que tu m'as dit, il n'y a pas à compter sur ton autre oncle. »

« C'est vrai. »

« En venant ici ton intention était de me demander un conseil, n'est-ce pas ? »

« Oui. »

« Eh bien, à ta place voici ce que je ferais : je verrais Emma ou je lui écrirais ; je la déciderais à me suivre, et, par une belle nuit, dans une bonne voiture attelée de deux bons chevaux, je gagnerais la gare du chemin de fer la plus proche et partirais pour Paris, où M. Journeux ne me trouverait pas facilement. »

« Ton conseil n'est pas possible, dit le clerc avec un triste sourire. »

« Je comprends, reprit Amédée, qui crut avoir deviné la pensée de son ami ; je te demande deux heures pour voir quelques personnes. Reviens ici à trois heures et j'aurai à ta disposition quatre ou cinq mille francs. »

Touché de cette preuve on ne peut plus évidente de l'amitié de son ami, Auguste s'empara de sa main et la serra affectueusement.

« Merci, Amédée, merci, dit-il ; garde ton argent dont tu as besoin ; il peut être employé à un meilleur usage qu'à enlever une jeune fille à son père. J'aime Emma de toutes les forces de mon âme ; mais je ne suis pas un de ces amoureux frénétiques qui ne reculent devant rien pour arriver à la possession ; je mourrai de

douleur et de désespoir s'il le faut ; j'aurais courage ou si tu l'aimes mieux, cette faiblesse ; mais la vie d'Emma ne sera jamais troublée par moi ; jamais, par ma faute, un remords n'entrera dans un cœur si pur. Si son amour m'est cher, son estime m'est plus précieuse encore. Sa réputation, son honneur sont des bijoux d'une valeur bien autrement grande que celle des diamants d'une couronne ; en les dérochant je ne serais pas seulement un voleur, je serais un lâche. »

Amédée courba la tête et ne répondit rien. Il avait écouté d'abord avec un mélange de contrariété et d'admiration, puis le langage convaincu d'Auguste l'avait amoindri à ses propres yeux. Il ne trouvait plus son ami, ni faible, ni pusillanime ; il le voyait, dans sa résignation, plus grand que lui dans sa hardiesse pleine de témérité.

« Aimer ainsi et ne pas être heureux ! murmura-t-il ; oh ! c'est impossible, le ciel ne serait pas juste. »

X.

Le lendemain, M. Saurain annonça, à ses connaissances les plus intimes, son prochain mariage avec Mlle Journeux. La signature du contrat était fixée à quinze jours. Quelques heures suffirent pour que cette incroyable nouvelle fût connue de toute la ville. Les uns trouvèrent folle la conduite du notaire, beaucoup blâmèrent M. Journeux. Ceux qui connaissaient Emma la plaignaient. « Pauvre fille ! » disaient-ils. Et ils haussaient les épaules. Mais le plus grand nombre resta muet de surprise. Quant à Charlotte elle ne prit pas même la peine de dissimuler sa colère. Une personne lui ayant adressé un compliment sur le beau mariage que son

matre allait faire, elle faillit lui arracher les yeux.

Le médecin parut aussi calme que s'il n'eût été question de rien. Son frère s'imagina facilement que, ne pouvant épouser Mlle Journeux, il avait pris son parti ; il crut détruire tout ce que le médecin pouvait avoir gardé de rancune contre lui en s'offrant généreusement à lui trouver une femme, sinon aussi riche et aussi charmante que Mlle Journeux, du moins très capable d'établir une compensation. Le médecin remercia gracieusement son frère et lui dit en riant qu'il avait tout-à-fait renoncé à l'idée de se marier. Ces paroles achevèrent de tranquilliser M. Saurain ; il quitta son frère joyeux et on ne peut plus satisfait. Le médecin s'en alla trouver M. Journeux. Le bonhomme ne perut pas très-flatté de cette visite. Il fit assise le médecin, et, tout en le regardant en-dessous d'un air soupçonneux, il attendit l'attaque, prêt à la défense.

« Ainsi, vous mariez votre fille, M. Journeux, dit le médecin. »

« C'est vous qui m'avez fait comprendre qu'il le fallait absolument, docteur. »

« C'est vrai ; mais, si je suis bien renseigné, ce n'est pas mon frère qui convient à votre fille. »

« Vous croyez, docteur. Votre frère est un homme honorable, riche, et ayant de plus une fort belle position ; pourquoi ne conviendrait-il pas à ma fille ? »

« Parce qu'elle ne l'aime pas, M. Journeux. »

« Oh ! Emma n'est qu'une enfant. A son âge, sait-on seulement ce que c'est qu'aimer ? On se marie, l'amitié vient ensuite, vous comprenez... »

« Non, monsieur Journeux, non, je ne comprends pas. Croyez-moi, dans toute cette affaire, vous allez un peu trop vite. »

« Nous avons chacun notre manière de voir, docteur. Maintenant je ne puis plus reculer ; j'ai donné ma parole, vous comprenez. »

« Oh ! votre parole donnée n'est pas ce qui vous préoccupe le plus. »

« Vous ne me connaissez pas, docteur. Sans cette parole donnée à votre frère, c'est vous que j'appellerais bientôt mon gendre, car je vous préférerais, moi, vous comprenez ? »

« Oui, parfaitement ; je demandais une dot moitié moins forte que celle exigée par mon frère. »

Le bonhomme tira vivement son mouchoir et fit semblant de se moucher.

« Mais, reprit le médecin, il ne s'agit plus de moi, entre nous. »

Le rentier se tourna machinalement vers la porte avec un malaise visible.

« Que voulez-vous dire ? demanda-t-il d'une voix hésitante. »

« Je veux dire ce que vous ne pouvez ignorer : que votre fille n'aime pas plus mon frère que moi ; mais que, depuis longtemps déjà, elle aime mon neveu, celui de mon frère. »

« J'ai en effet entendu parler de cela, dit le rentier. »

« Vous le savez, et vous poursuivez encore votre projet de faire épouser votre fille à mon frère. Quel père êtes-vous donc, monsieur Journeux ? »

« Je suis un père sage, monsieur Saurain. »

E. RICHEBOURG.

(La suite au prochain numéro.)